

# Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI)

## Rapport d'activités 2016

Composé de 7 structures (ARIFOR, AVDL, COFRIMI, EPI, ESPACE, IREV, ORIV)<sup>1</sup>, le Réseau RECI a proposé en 2016 de poursuivre ses travaux collectifs autour de trois axes :

- La valorisation des ressources existantes, en lien avec les préoccupations des pouvoirs publics dans les champs de la prévention des discriminations, la promotion de l'égalité et l'intégration des primo-arrivants notamment.
- La mise en perspective des ressources et expériences locales / territoriales (dans ces domaines d'intervention) par la production et la diffusion de notes, points de vue sur...
- L'essaimage par ses membres des outils et ressources issus du Réseau et/ou issus des partenaires du Réseau RECI.

### LA VALORISATION DES RESSOURCES

➔ **Base de données documentaire** [*financement CGET/DAAEN – pilote IREV*]

Trois structures ont participé à cette action de manière régulière : Cofrimi, Irev et ORIV. L'ARIFOR a contribué au 1<sup>er</sup> semestre.

Cela consiste en :

- **L'alimentation régulière de la base de données documentaire** (<http://biblio.reseau-reci.org/>), par l'entrée de références bibliographiques (locales et nationales) comportant un résumé. En 2016, 177 notices ont été saisies.
- **La réalisation de bibliographies.**  
En 2016, une bibliographie sur **la mixité sociale et le logement** a été réalisée. Elle propose de dresser un état des lieux non exhaustif des documents produits sur la notion de mixité sociale, notamment dans le cadre de la rénovation urbaine, et sur les politiques de l'habitat, en particulier celles relatives aux politiques de peuplement et d'attribution ainsi que sur les parcours résidentiels. Elle permet également de faire un rappel du cadre législatif et conceptuel.  
Les bibliographies portant sur « **laïcité** » et « **lutte contre les discriminations dans la politique de la ville** » ont été **actualisées** en lien avec la finalisation des notes du Réseau afférentes.  
Ces bibliographies ont également été mises en ligne sous forme de dossiers documentaires en page d'accueil de la base de données documentaire du Réseau sur internet.
- **Une veille informative et documentaire** qui permet d'optimiser l'alimentation de la base de données et qui est mise à profit pour le portail européen sur l'intégration. Depuis 2015, le Réseau a renforcé la mutualisation de ce travail de veille et a également lancé un panorama de presse sur internet (<http://www.scoop.it/t/immigration-integration-lutte-contre-les-discriminations>), permettant de diffuser une partie de cette veille. L'alimentation de ce panorama et la communication sur ce nouvel outil ont été poursuivies en 2016.

<sup>1</sup> A noter que le Centre Interculturel de Documentation de Nantes a intégré en cours d'année 2015 le Réseau RECI, et s'inscrit actuellement dans une phase de cooptation qui donnera lieu à son intégration effective ou non au sein du Réseau à terme.

Le **travail de communication autour de la base de données** a été poursuivi et la refonte de la partie publique de la base a été finalisée en fin d'année. Le catalogue en ligne bénéficie désormais d'une interface publique plus claire et plus moderne, qu'il conviendra de valoriser par une communication renforcée pour pallier à la baisse de fréquentation constatée (cf. infra).

#### **BILAN DE CONSULTATION DE LA BASE DOCUMENTAIRE COMMUNE AU RESEAU RECI, EN LIGNE SUR INTERNET**

En 2016, la base de données documentaire en ligne a reçu 7 373 visites (et 6 466 utilisateurs), soit une baisse d'environ 38% par rapport à 2015.

Suite à ces consultations, des demandes documentaires parviennent aux différentes structures (demande d'emprunt de documents, de coordonnées de structures ressources...).

L'administration de la base a été assurée par l'IREV et COFRIMI, tout comme l'assistance.

#### ➔ **Veille et information sur les ressources** [*financement CGET - DAAEN – pilotes IREV/ORIV*]

Les membres du Réseau RECI et ses partenaires (CGET, DAAEN, Musée national de l'immigration... etc.) produisent chaque année des outils, supports, éléments de connaissance utiles à la mobilisation et l'action locale. Le Réseau RECI a renforcé sa communication afin de mieux valoriser les éléments produits ou repérés.

Pour répondre à un souci d'une plus grande valorisation et d'une meilleure diffusion de l'information et des ressources, il a été décidé de renforcer la veille sur les ressources dans le domaine de l'intégration et de la lutte contre les discriminations et d'étudier les modalités pour la rendre plus visible et accessible, en s'appuyant notamment sur les outils du Réseau : Base de données bibliographiques et panorama de presse.

#### ➔ **Site internet** [*financement CGET-DAAEN – pilote COFRIMI*]

Le site internet permet d'accéder aux productions du Réseau RECI : Notes, bibliographies thématiques.

Les statistiques de consultation du site internet durant la période de janvier à décembre 2016 font état de 2 776 visites (contre 2924 visites en 2015, soit une diminution d'environ 5%), 2 344 visiteurs différents (contre 2 465 en 2015, soit une baisse d'environ 5%) et 4 797 pages vues (contre 5 372 en 2015).

Les documents les plus téléchargés sur le site du Réseau sont les suivants :

- « Les discriminations liées à l'origine réelle ou supposée dans le logement : état des savoirs », Réseau RECI, novembre 2015 (**851** téléchargements)
- « La prévention et la lutte contre les discriminations dans les contrats de ville », Réseau RECI, juin 2015 (**713** téléchargements)
- Bibliographie « Interculturalité », Réseau RECI, octobre 2015 (**544** téléchargements)
- Bibliographie « Personnes âgées immigrées », Réseau RECI, décembre 2015 (**524** téléchargements)
- « Point de vue sur ... Les politiques territoriales d'intégration », Réseau RECI, juin 2015 (**490** téléchargements).

#### ➔ **Portail européen sur l'intégration** [*financement Commission Européenne via Migration Policy Group – pilote ORIV*]

Depuis avril 2009, la Commission européenne a lancé un portail consacré à l'intégration des ressortissants de pays tiers, dans les 28 pays membres de l'Union Européenne : <http://ec.europa.eu/ewsi/fr/>. Ce portail a pour ambition de proposer un forum à l'ensemble des acteurs qui travaillent sur les questions d'intégration des pays membres, afin d'échanger des ressources, des contacts et des informations sur des projets et pratiques d'intégration.

Un réseau composé de 28 coordinateurs nationaux et d'un expert européen de l'intégration (Migration Policy Group – MPG) alimente quotidiennement le Portail.

En France, le réseau RECI, et en son sein l'ORIV assure le pilotage et la coordination du projet. Cette action consiste dans le recensement et la valorisation de ressources (nouvelles/actualités, documents, événements), la rédaction de « notes thématiques » (dont les sujets sont définis par la Commission Européenne), l'élaboration de fiches qui présentent des expériences novatrices sur le thème de l'intégration entendu au sens large, donc incluant la notion de discrimination. Il s'agit également d'assurer la promotion du portail européen sur l'intégration. Cette action est reconduite en 2016 et s'appuie sur les actions de veille et information sur les ressources.

Ce portail a pour ambition de proposer un forum à l'ensemble des acteurs qui travaillent sur les questions d'intégration (tant au sein d'organisations gouvernementales que non gouvernementales) des pays membres, afin d'échanger des ressources, des contacts (institutionnels, associatifs, chercheurs...) et des informations sur des projets et pratiques d'intégration.

Les objectifs poursuivis par ce portail sont de :

- faciliter l'échange de connaissances et de savoir-faire entre acteurs de l'intégration, au-delà des frontières nationales,
- faciliter la mise en réseau et le développement de projets communs,
- promouvoir l'engagement de la société civile sur les questions d'intégration et créer une véritable "communauté des acteurs de l'intégration" au niveau européen.

Il doit ainsi permettre d'accéder à des informations pertinentes et régulièrement mises à jour, de partager connaissances et savoir-faire, de découvrir des possibilités de financement, de trouver des partenaires, de lancer des projets en commun, d'être informé des dernières évolutions sur le plan communautaire ou national, de mettre en place des groupes de travail... A cet effet, il comprend un vaste fonds documentaire, des outils pour favoriser le travail en réseau et la présentation de « bonnes pratiques » d'intégration.

On trouve également sur le portail les travaux du Forum européen sur la migration, qui a remplacé en 2015, le Forum européen sur l'intégration (<https://ec.europa.eu/migrant-integration/les-actions-de-lue-pour-que-lintegration-fonctionne>).

Ainsi, le Réseau RECI a privilégié la mise en ligne sur le portail « **d'actualités** » (« news ») et a proposé 26 « actualités » sur le portail en 2016 : <https://ec.europa.eu/migrant-integration/resources/news>

Des résumés analytiques détaillent le contenu de l'information donnée ou des rapports présentés et permettent de se saisir rapidement des informations proposées. Dans un deuxième temps, les internautes ont la possibilité de consulter les articles, les documents présentés, de manière plus détaillée.

En 2016, le réseau RECI a mis l'accent sur le repérage de pratiques d'intégration, ainsi 6 expériences novatrices ont été valorisées par des membres du Réseau RECI sur le portail :

#### Accueil des nouveaux arrivants étrangers dans une commune

La ville de Nantes développe depuis de nombreuses années une politique d'accueil des étrangers. Elle a décidé d'améliorer sa politique d'accueil et d'accès à l'information des publics migrants via son Conseil nantais pour la citoyenneté des étrangers (CNCE), instance dédiée à la participation des étrangers. Les améliorations portent sur l'information (fiabilité, facilité de lecture), la communication (par le biais d'un réseau de partenariat), l'accueil et l'orientation (formation des agents en interface avec les usagers immigrés, mise en place d'une cellule de veille, interne à la ville, et renforcement des partenariats).

#### Répertoire en ligne des acteurs de l'accès aux droits des étrangers en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'objectif est de répertorier et géolocaliser, sur un site internet spécifique, les différents lieux d'accueil et d'accès aux droits des étrangers par domaines de compétences via PAPPU, logiciel en ligne de gestion de l'accueil (<http://www.pappu.fr/>). Ce répertoire présente principalement les ressources en région PACA. Toutefois, ce site Internet ayant la particularité d'être interconnecté avec le logiciel de gestion de l'accueil « PAPPU », toutes les structures qui l'utilisent au niveau national peuvent également être géolocalisées sur l'annuaire.

« Pratiques langagières » : programme régional de soutien et de valorisation des compétences linguistiques de chacun

Depuis 8 années, les services de l'Etat du Nord Pas-de-Calais portent un programme visant à accompagner les démarches locales qui valorisent les pratiques langagières. L'ambition de ce programme est de travailler la langue autrement, de la valoriser, d'observer ce qu'elle porte d'histoire, d'emprunt, et de regarder ce qu'elle apporte comme compréhension de l'environnement, ce qu'elle traduit des rapports des uns aux autres, de la relation à la ville, au quartier et à l'évolution des territoires

#### Comme A La Maison (CALM)

Le dispositif « Comme A La maison » (CALM) permet la mise en relation entre des réfugiés mal logés voire sans domicile fixe et des personnes souhaitant s'engager sur l'accueil de réfugiés. Par l'intermédiaire d'une plateforme numérique, les réfugiés y indiquent leurs besoins et les particuliers offrent un hébergement ou un soutien. Il s'agit d'un outil de mise en relation. L'engagement est social et non financier.

#### Mise en place d'un réseau de vigilance des intermédiaires de l'emploi et du logement

La Ville de Villeurbanne a mis en place un réseau de vigilance en faveur de l'égalité et de la non-discrimination. Composé actuellement d'une quinzaine de structures locales, ce réseau s'est constitué progressivement dans une co-construction entre des professionnels de l'intermédiation de l'emploi (Mission locale, Pôle Emploi, ADL...), du logement (AVDL, AILOJ) ou de l'action sociale. Sont également membres le CCAS, la Ville de Villeurbanne, des acteurs du droit mais aussi des sociologues. Ce réseau se donne pour mission de repérer et traiter les situations discriminatoires, orienter les victimes de discrimination vers des structures d'accès aux droits et mettre en visibilité des discriminations dans l'espace public.

#### La Maison des langues – Garges-lès-Gonesse

La Maison des langues est une structure municipale qui s'adresse aux étrangers qui résident sur le territoire du Val-d'Oise. En proposant en un lieu unique des formations ou des orientations en termes d'apprentissages linguistiques, la Maison des langues permet de faciliter les parcours des personnes en leur donnant une vision globale de ce qui existe. Elle assure une suite de parcours linguistique pour les personnes qui sortent de formation après la signature du contrat d'intégration Républicaine (CIR).

En 2016, les 28 coordinateurs nationaux et l'expert européen de l'intégration (Migration Policy Group – MPG) ne se sont pas retrouvés à Bruxelles comme chaque année, La réunion aura lieu les 30 et 31 janvier 2017 pour définir les grandes orientations 2017 et améliorer la promotion du portail.

## **LA MISE EN PERSPECTIVE PAR LA PRODUCTION DE CONNAISSANCES**

---

### **➔ Approche intégrée des discriminations dans les contrats de ville** *[financement CGET- partenariat IREV et ORIV]*

Dans le cadre du séminaire national du 26 novembre 2015 organisé par le CNFPT, l'IRDSU, le CGET, le Défenseur des Droits et le Réseau RECI, le Réseau a initié une analyse des contrats de ville afin d'observer comment était prise en compte la prévention des discriminations. Sur la base d'une grille de lecture, le Réseau s'est engagé en 2015 à analyser les contrats de ville signés dans ses territoires d'implantation avant la réforme territoriale (soit les régions Nord Pas-de-Calais, Picardie, Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace, Rhône-Alpes, PACA, Midi-Pyrénées et Loire-Atlantique).

Une partie de ces contrats avaient été analysés pour le séminaire de novembre 2015 et ont donné lieu à une présentation en plénière.

Il s'est agi en 2016 de finaliser ce travail d'analyse et de formaliser une note visant à mettre en avant des éléments utiles à l'action publique dans ce domaine (identification des sujets récurrents, des questionnements, des manques éventuels...). La note a été finalisée à l'été 2016 et adressée aux partenaires institutionnels du réseau RECI.

Une diffusion plus large a été assurée en fin d'année, en particulier aux participants du séminaire du 26 novembre 2015, ainsi qu'aux partenaires locaux des membres du Réseau RECI.

Le document suivant a ainsi été produit : Contrat de ville et prévention des discriminations. Analyse de l'axe « lutte contre les discriminations » dans les contrats de ville – novembre 2016, 13 p.

Il est accessible via le lien suivant : <http://reseau-reci.org/contrat-de-ville-et-prevention-des-discriminations-analyse-de-laxe-lutte-contre-des-discriminations-dans-les-contrats-de-ville/>

➔ **Laïcité** [financement CGET – partenariat ORIV, IREV, CID]

Suite aux événements tragiques de 2015, le gouvernement a souhaité renforcer l'appropriation des valeurs de la République, en particulier sur la notion de laïcité, en proposant notamment le déploiement de plans de formation des acteurs locaux (CIEC du 6 mars 2015 et du 24 octobre 2015).

Les membres du Réseau RECI font partie des structures ressources mobilisées pour soutenir le déploiement local de ces formations, qu'il s'agisse pour eux d'interventions anciennes ou plus récentes suite à une sollicitation des services de l'Etat.

Le Réseau a apporté en 2016 une double contribution collective à cet effort :

- **Valorisation des ressources existantes par la mise à jour de la bibliographie et la réalisation d'un recueil d'outils pédagogiques :** l'objectif de ce recueil est de disposer d'outils conceptuels et de fournir des clés de décryptage, nécessaires à une véritable compréhension et maîtrise du principe de laïcité, et de supports à la réflexion et au débat, d'outils pratiques et ludiques pour mener une action pédagogique. Il est le fruit d'un travail de recensement et de sélection d'outils pédagogiques parmi lesquels on trouve des vidéos, jeux, expositions, livrets pédagogiques...
- **Production d'un « Point de vue sur la laïcité au service du lien social »** offrant des premiers éléments d'analyse notamment sur la portée de ces plans de formation, l'impact de l'appropriation de ces éléments de cadrage sur les postures et pratiques professionnelles. Cette note a permis de mettre en avant un certain nombre d'enjeux connexes à celui du principe de laïcité. Le travail sur ce sujet permet en effet de réinvestir les questions liées à la lutte contre les discriminations, la place de l'Islam, l'Histoire, la nécessité de « faire société » autour d'enjeux communs, les enjeux géopolitiques et la question sociale.

Ces éléments ont été diffusés le 9 décembre 2016, à l'occasion de l'anniversaire de la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat.

Ils sont accessibles via les liens ci-dessous :

- Bibliographie (mise à jour juin puis décembre 2016) : <http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2016/12/reseau-reci-bibliographie-laicite-d%C3%A9cembre-2016.pdf>
- Recueil d'outils pédagogiques sur la laïcité <http://reseau-reci.org/recueil-doutils-pedagogiques-sur-la-laicite-decembre-2016/>
- Point de vue sur... La laïcité au service du lien social <http://reseau-reci.org/point-de-vue-sur-la-laicite-au-service-du-lien-social/>

➔ **Logement et mixité sociale** [financement CGET – partenariat ADVL - ORIV - IREV]

Face à l'actualité de la question et aux nombreux enjeux mis en avant sur la mixité, le réseau a engagé une réflexion interne visant à réaliser à terme une note documentée sur le sujet.

Dans un 1<sup>er</sup> temps, une bibliographie actualisée, c'est à dire postérieure à la revue de la littérature réalisée par Thomas Kirszbaum en 2008 a été élaborée fin 2016. Sa structuration et sa finalisation ont fait l'objet de plusieurs échanges, en réunions de réseau ainsi qu'en dehors de celles-ci.

Tout en prenant en compte l'analyse sur les contenus identifiés (ressources documentaires), ce chantier se poursuivra en 2017 autour d'une réflexion en lien avec les nouvelles orientations dans les politiques d'habitat prônant la mixité sociale. Il s'agira

d'explorer, compte tenu de ces nouvelles orientations dans les politiques d'habitat, comment la lutte contre les discriminations est-elle prise en compte ou mise en œuvre dans celles prônant la mixité sociale ?

## **APPUI – ACCOMPAGNEMENT REFLEXIONS**

---

- ➔ **Parcours d'installation et diversité des territoires** [*financement DAAEN – pilote ORIV - Espace Accueil aux Etrangers et COFRIMI*]

Dans la continuité de la note réalisée en 2015 sur la politique territoriale d'intégration et compte tenu des enjeux mis en avant par rapport à une prise en charge optimisée des primo-arrivants sur les différents territoires, le Réseau a engagé une nouvelle réflexion en 2016 qui a pris la forme d'un travail de réflexion et de prospective permettant d'identifier les démarches mises en œuvre localement concernant les parcours d'accueil et d'installation.

Le travail a donné lieu à une analyse à partir des pratiques locales dans trois régions différentes : Grand Est (c'est-à-dire Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne), Midi-Pyrénées et PACA.

Le travail de repérage a permis de mettre en exergue :

- d'une part les modes d'organisation et les systèmes d'acteurs visant à structurer l'offre locale (dans le champ linguistique mais aussi en termes d'accès aux droits)
- d'autre part les réponses apportées (outils, méthodes...).

L'objectif in fine est de permettre de rendre visible différentes formes de mobilisation ou de coordination des acteurs locaux permettant de répondre aux enjeux de construction de « parcours d'intégration » étant entendu que les logiques territoriales sont diverses.

Ces éléments d'analyse et les outils identifiés seront présentés dans une note qui sera finalisée début 2017 pour diffusion ensuite.

- ➔ **Suivi de l'expérimentation nationale CGET - DDD « Prévention et Lutte contre les discriminations dans les contrats de ville »** [*financement CGET – partenariat Espace, IREV et ORIV*]

Le CGET et le Défenseur des Droits ont initié en 2015 une expérimentation visant à renforcer l'accompagnement de la mise en œuvre des plans territoriaux de lutte contre les discriminations des nouveaux contrats de ville. Cette action est portée par le Défenseur des Droits en coordination avec les services locaux de l'Etat sur quatre sites expérimentaux : la communauté d'agglomération de Plaine-Commune (93), Vaulx-en-Velin (69), la communauté urbaine de Ouest Provence et une intercommunalité du Nord-Pas-de-Calais (dont le choix n'a pas été arrêté à ce jour).

Le réseau RECI proposait de suivre la mise en place de partenariat et de capitaliser ces expérimentations, afin d'alimenter les réflexions ultérieures sur les démarches territorialisées de prévention des discriminations.

L'objectif de la démarche vise à renforcer la présence et la visibilité des missions du DDD dans les quartiers prioritaires, où les délégués reçoivent très peu de réclamations dans le domaine des discriminations. A travers l'expérimentation, il s'agit d'améliorer les modalités d'accueil et d'accompagnement du public afin d'augmenter la remontée des réclamations en matière de discriminations tout en offrant aux victimes la possibilité d'un véritable parcours (de l'accueil au traitement juridique). Par ailleurs, la sensibilisation et la formation des acteurs de territoires concernés devraient contribuer à la mobilisation de différents relais afin de créer un terreau favorable à l'émergence d'une politique publique de lutte contre les discriminations.

La compétence lutte contre les discriminations est renforcée à travers la nomination d'un(e) délégué(e) référent(e) politique de la ville dans chaque site d'expérimentation.

## ZOOM sur...

### Vaulx en Velin

Au-delà du tissage de liens au quotidien sur le territoire, un cycle de 4 sessions thématiques (dont emploi et logement) a été programmé. Destinées aux professionnels du territoire, elles avaient pour objectif d'améliorer le repérage des situations de discrimination et l'accompagnement des personnes vers les lieux d'accès au droit.

Au niveau de l'installation d'une déléguée référente, si aucun bilan formalisé n'est encore disponible, quelques chiffres-clés sont néanmoins disponibles : la déléguée a traité en 1 an 25% des dossiers discrimination du département du Rhône (qui compte 14 délégués). Sur l'ensemble des réclamations reçues, 80% sont recevables au titre de la mission "lutte contre les discriminations" du DDD, 15% au titre de la mission "défense des droits de l'enfant" et 5% relèvent d'un dysfonctionnement d'un service public. Ces chiffres sont particulièrement intéressants au regard des objectifs de l'expérimentation (améliorer le recours au droit des personnes discriminées) et comparativement aux moyennes nationales (plus de 90% des réclamations reçues par les délégués relèvent de la mission "dysfonctionnement d'un service public").

### Territoire intercommunal Ouest Provence (Istres, Miramas, Port-Saint-Louis)

La spécificité de l'action du DDD dans le cadre de cette expérimentation : au-delà des permanences "classiques" du DDD sur ses différents champs de compétences (ex. Médiateur de République, ex. HALDE, etc.), l'action menée s'articule avec le contrat de ville intercommunal, dans sa dimension de stratégie territoriale d'accès au(x) droit(s) et d'effectivité du droit, pour être au plus près des publics prioritaires, au travers d'un travail en collaboration avec les acteurs de terrain.

*Le contrat de ville intercommunal, qui a été signé le 23 octobre 2015, a créé un nouveau volet "Citoyenneté et accès au(x) droit(s)", directement rattaché au pilier Cohésion sociale, qui cible notamment en enjeu la lutte contre les discriminations.*

L'expérimentation portant également sur la lutte contre les discriminations, ce travail de maillage s'inscrit en articulation étroite avec les animatrices des plans de lutte communaux d'Istres et de Miramas.

D'autant plus qu'un travail collégial est engagé au sein du Conseil de Territoire pour mettre en place un Plan territorial de lutte contre les discriminations, qui serait porté à l'échelle intercommunale.

A ce jour, il y a peu de situations de discrimination signalées auprès de la DDD, et ce dans toutes les permanences du territoire intercommunal. Ce sont principalement des dysfonctionnements des services publics (CAF, Sécurité Sociale, Préfecture, Carsat, etc) qui émergent des permanences d'accueil. Cela interroge donc sur la communication de la lutte contre les discriminations auprès des partenaires-relais et des habitant(e)s.

*Information transmise par : la référente Lutte contre les discriminations, Service Politique de la Ville de Miramas Volet Citoyenneté / Accès aux droits / Intégration et responsable du PAADE (Point d'Appui et d'Accès aux Droits des Étrangers*

## **FONCTIONNEMENT DU RESEAU**

---

➔ **Organisation de réunions de travail entre membres du Réseau (Directeurs(trices) / Chargés de mission et Chargés d'Information et de Documentation).** [Financement CGET – DAAEN]

Le réseau RECI s'est réuni quatre fois en 2016 pour des réunions d'une durée de deux jours. Les réunions se sont tenues à Strasbourg, Lille et Paris (deux fois).

Ces réunions ont permis la mise en commun des projets, dont l'avancée est assurée également par des temps d'échanges réguliers entre les réunions entre les porteurs des différents dossiers.

Les réunions de réseau ont donné lieu à un travail de production collective sur les sujets inscrits au programme de l'année mais aussi à un partage des problématiques de chaque territoire et des échanges sur l'actualité et les dossiers thématiques inscrits au programme de travail.

Ces temps de discussion ont permis également le fonctionnement du réseau et ont une fonction prospective.